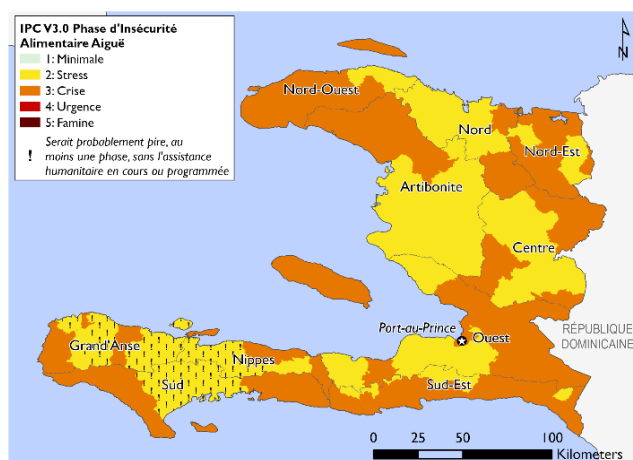


L'instabilité sociopolitique accentue les besoins d'aide alimentaire déjà élevés après le séisme.

MESSAGES CLÉS

- Le climat sécuritaire s'est détérioré depuis le début du mois de septembre. Les activités criminelles et les enlèvements contre rançons se sont intensifiés. Cela, ajouté à la rareté persistante du carburant, a poussé la population à adopter des journées de grève entraînant la paralysie des activités économiques, principalement dans les grandes villes, entraînant la perturbation du transport public, entrepôts, entreprises et écoles.
- L'irrégularité dans la distribution spatio-temporelle des pluies, les effets résiduels du séisme et de la dépression tropicale Grace sur la production agricole respectivement dans le Sud, la Grand 'Anse, les Nippes et le Sud-est, se caractérisant par la perte de biens productifs, y compris des intrants, entre autres, limitent la performance de la campagne agricole d'automne.
- Le taux de change gourde/dollar continue de se déprécier amplifiant la volatilité du pouvoir d'achat des ménages. Les prix des produits alimentaires importés, fortement corrélés au taux de change du marché informel, restent significativement au-dessus de la moyenne.
- Les zones affectées par le séisme (Sud, Nippes, Grand 'Anse) et la dépression tropicale Grace (Sud-est), celles où les récoltes seront inférieures à la moyenne (Nord-Ouest, Nord-Est, Haut-Plateau, Haut-Artibonite, Ouest), et Port-au-Prince, sous l'emprise des gangs, seront en Crise (IPC Phase 3), les ménages encore contraints d'adopter des stratégies de crise (consommation des récoltes précoces ou des semences, vente de bois, réduction de la qualité et/ou de la quantité des repas, etc.) pour maintenir leur consommation alimentaire. Dans certaines zones telles que Camp Perrin, Maniche, et Pestel, l'assistance alimentaire permettra aux ménages pauvres de couvrir leurs besoins alimentaires ; ils sont alors en Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC).

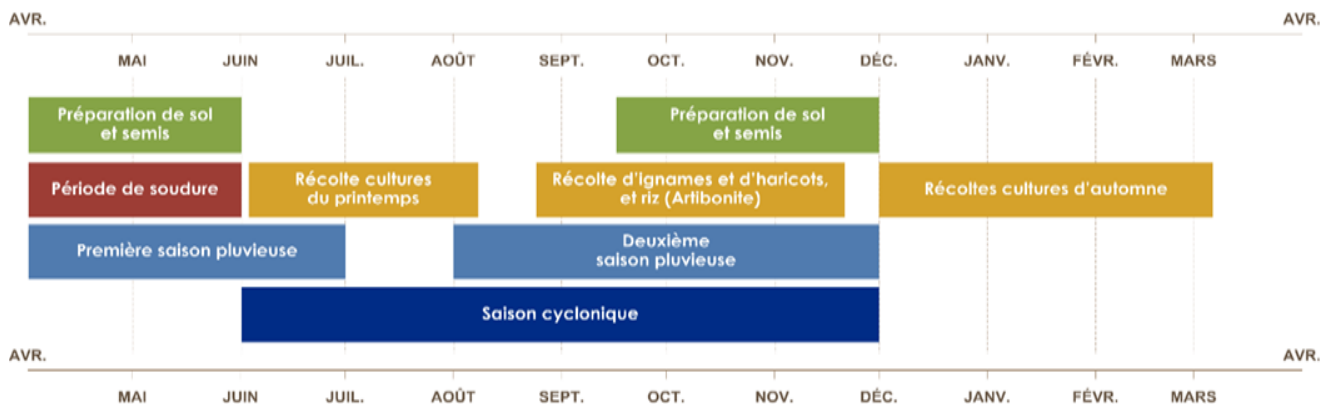
Sécurité alimentaire courante, Octobre 2021



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source : FEWS NET

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

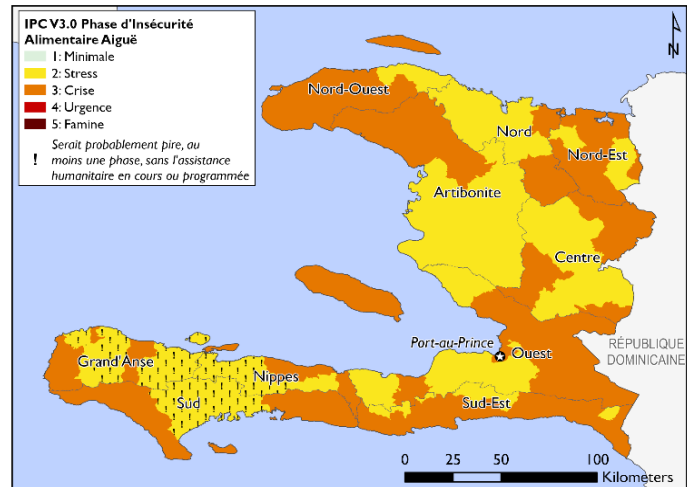
Le retour de la Peste Porcine Africaine en Haïti. Depuis la découverte de la Peste Porcine Africaine (PPA) en République Dominicaine, les autorités sanitaires haïtiennes ont pris des mesures préventives, en particulier celles d'interdire l'importation de la viande et des produits dérivés de porc sur le marché haïtien et d'effectuer des tests de diagnostic le long de la frontière. Malgré tout, cela n'a pas empêché l'introduction de la PPA sur le territoire haïtien, en particulier dans la zone frontalière d'Anse-à-Pitre, où le premier cas a été **confirmé** le 21 septembre, 2021. Bien que le nombre de cas signalés soit faible en Haïti, étant donné la nature hautement transmissible du virus et la faible capacité de dépistage adéquat, FEWS NET suppose que le nombre réel de cas de PPA en Haïti soit plus élevé que celui réellement signalé. Il existe peu d'informations sur le nombre de décès porcins dus à la PPA, mais FEWS NET prévoit que les décès sont plus élevés que ceux reportés.

N'ayant aucun traitement et vaccin contre la PPA, l'approche du Gouvernement consiste à abattre et enterrer avec de la chaux tous les porcs suspects. Le ministère de l'agriculture, en charge de ce dossier, avec le support de la FAO, prend des dispositions pour circonscrire l'expansion de la maladie. De plus, selon des informateurs clés, l'annonce de l'apparition de cas de Peste Porcine Africaine en Haïti a incité les éleveurs de porcs à réduire leur cheptel porcin par des ventes excessives, en prévision des impacts potentiels de l'épidémie sur leur revenu.

Il est important de rappeler que l'élevage en général a une fonction d'épargne dans l'économie paysanne haïtienne. Selon le MARNDR, la population porcine a été estimée à 1,1 million en 2009 (*Atlas Agricole 2009*). Depuis, le cheptel porcin a chuté, se situant entre 800,000 et 1,000,000. Les principales zones de production de porcs sont dans la région du Sud du pays (Figure 1). Mais le nombre moyen par ménage est surtout important dans le Sud-est, particulièrement dans la zone de moyen d'existence HT07, où, avant le passage de la dépression tropicale Grace, le nombre moyen avoisinait 2 porcs par ménage. En effet, selon l'ESSAN 2021, le nombre moyen de porcs par ménage dans cette région a diminué à la suite des impacts de Grace jusqu'à 0.82 porcs contre une moyenne nationale qui est tombée de 0.73 porc par ménage à 0.55.

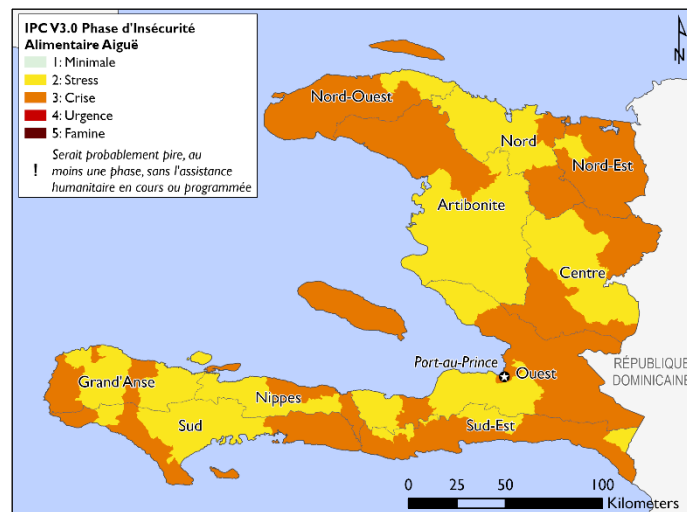
La hausse de prix du pétrole sur le marché international. Depuis le mois de juin, durant lequel les gangs commençaient à s'affronter à Port-au-Prince, le blocage des voies principales (Martissant, Varreux, etc.), empêchait la distribution de l'essence dans les différentes stations dans la capitale haïtienne et dans les villes de provinces. La rareté artificielle que cela provoque, en plus de la hausse de prix du carburant sur le marché international, a entraîné une augmentation du prix de ce produit stratégique sur le marché parallèle. Par exemple, le prix du gallon d'essence sur le marché informel a connu une flambée depuis septembre. Au 25 octobre, cela se vend jusqu'à 3000 gourdes dans certains endroits alors que le prix sur le marché formel est de 201 gourdes le gallon. Cette situation s'est davantage aggravée, ceci à deux égards.

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2021 à janvier 2022



Source: FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, février à mai 2022



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

D’une part, les activités criminelles des gangs se sont accentuées depuis septembre, rendant le transport public quasi impossible sur certaines artères et bloquant l’accès aux stations d’essence. D’autre part, la nouvelle hausse de prix du carburant sur le marché international vient alourdir davantage la facture pétrolière pour l’État haïtien, lequel encourt déjà des déficits significatifs de plus de 21 milliards de gourdes en subventionnant le prix du carburant au cours de l’exercice fiscal 2020/2021. Selon le ministre de l’Économie et des Finances, l’augmentation des prix du carburant sur le marché international alourdit sa facture d’importation en Haïti et porterait le montant de la subvention de ce produit par l’État haïtien à plus de 30 milliards de gourdes, soit une hausse approximative de 43 pour cent par rapport à l’exercice fiscal précédent (*Haïti économie*). Dans cette optique, la rareté de carburant sur le marché haïtien persiste, ce qui suscite, à certains égards, les grèves et les protestations observées ces derniers jours à travers le pays.

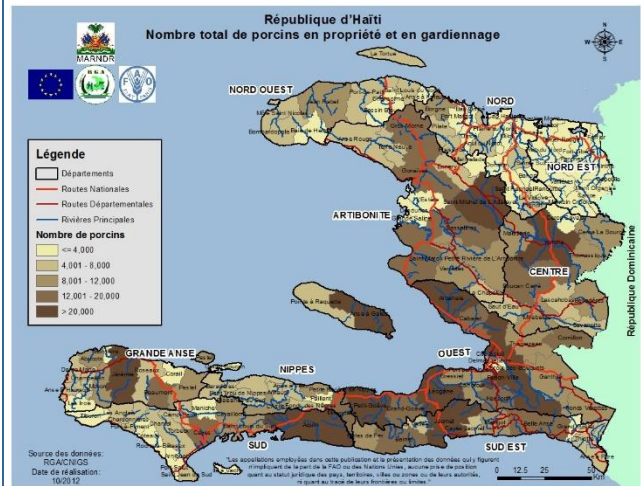
La dépréciation de la gourde. Après l’appréciation brusque en septembre 2020 à la suite des injections successives de la devise américaine sur le marché bancaire, le taux de change gourde/dollar s’est apprécié rapidement dès le mois de novembre 2020. Lente au début, la dépréciation du taux de change de la monnaie nationale s’est accélérée à partir d’avril 2021, la Banque Centrale Haïtienne n’étant pas en mesure d’intervenir pour la contenir en raison de l’effritement drastique de ses réserves nettes de change. Conséquemment, la crise socio-politique aussi aidant, le taux de change gourde/dollar s’est déprécié de près de 46 pour cent entre octobre 2020 et octobre 2021, le dollar américain s’échangeant à 98.93 gourdes contre 62.59 gourdes en octobre de l’année dernière (Figure 2).

Le contexte de la pandémie de la COVID-19. Depuis la découverte des deux nouvelles variantes de COVID-19 en Haïti, Mu et Delta, lesquelles variantes réputées extrêmement contagieuses, une augmentation du nombre d’infection a été observée. Selon le ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), jusqu’au 11 octobre, le nombre de cas se chiffre à 23 042 personnes, soit une augmentation de plus de 42 pour cent, comparativement au mois de juin. Les cas de décès ont aussi augmenté de près de la moitié, passant de 333 personnes en juin à 657 durant la même période.

Cette résurgence se fait dans un contexte où le processus de vaccination, qui a débuté en juillet 2021, n’a pas vraiment progressé. A la mi-octobre, 27,035 personnes ont été vaccinées, soit moins de 0.3 pour cent de la population pour 5.4 pour cent des vaccins disponibles. Cela porte les autorités haïtiennes, à l’approche de la date d’expiration de ces vaccins en novembre 2021, d’envisager de retourner le stock restant ou de le passer à d’autres pays de la région, la population haïtienne étant très peu enclin à se faire vacciner.

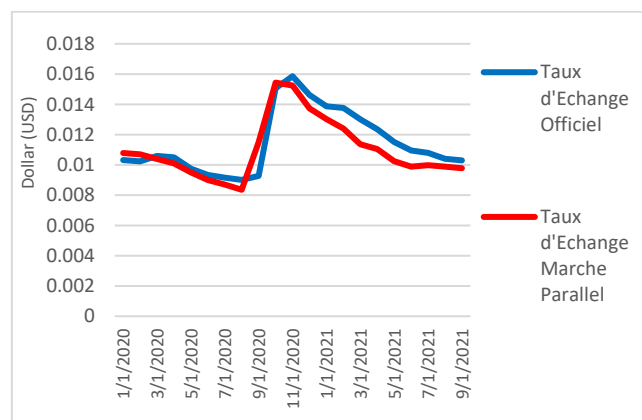
Cette tendance a poussé certains responsables sanitaires à parler d’une quatrième vague de COVID-19 dans le pays. Malgré tout, il n’y a pas encore de nouvelles mesures de restrictions si ce n’est que d’avertir la population du danger de la situation et de la nécessité de maintenir les gestes barrières et les mesures de distanciation sociale, le port du masque, etc.

Figure 1. Nombre total de porcins en Haïti, 2012



Source: MARDNR

Figure 2. Taux d’échange officiel comparé au taux d’échange sur le marché parallèle (USD/HTG)



Source : FEWS NET, avec données de CNSA

Le contexte sociopolitique. La crise politique actuelle s’est considérablement aggravée à la suite de l’assassinat du président Moïse en juillet 2021, culminant avec de nouveaux troubles politiques. Malgré le transfert pacifique du pouvoir à Ariel Henry, que Moïse a nommé Premier Ministre un jour avant son assassinat, et l’accord ultérieur d’Henry avec des groupes de la société civile pour organiser les élections présidentielles, diverses factions politiques continuent de se disputer le pouvoir. Par ailleurs, les appels à la grève, en raison de la détérioration du climat sécuritaire et de la rareté de carburant sur le marché haïtien, perturbent davantage les activités économiques, formelles et informelles, ceci pendant presque deux semaines dans les grandes villes du pays, particulièrement dans la capitale (Figure 3).

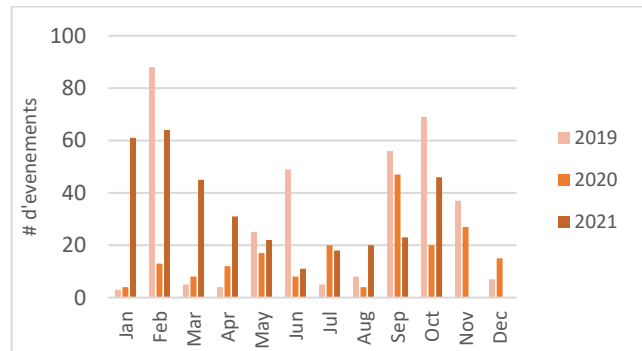
La recrudescence des activités criminelles liées aux gangs et des enlèvements visant des églises et des dirigeants de la société civile, en particulier dans la capitale, Port-au-Prince, est de nature à détériorer davantage la situation sécuritaire du pays (Figure 4). Des affrontements entre gangs rivaux dans les quartiers Martissant, Croix-de-Bouquets, Laboule 12, Cité Soleil, Bel Air, Torcelle, et Fontamara ont entraîné d’importants déplacements de population, soit environ 19 000 personnes, ceci depuis juin. Tout cela ne fait qu’engendrer des perturbations dans les transports publics et des marchés induisant des pénuries notables de produits de base et de carburant.

Aggravant des niveaux déjà élevés d’insécurité dans la capitale, le pays est également aux prises avec les effets du tremblement de terre majeur qui a dévasté plusieurs zones du sud le 14 août 2021. Bien que les gangs armés aient promis un passage sûr pour que les humanitaires et les victimes du tremblement de terre passent par Martissant, une importante zone de transport de la capitale vers les zones touchées, plusieurs barrages routiers et attaques de convois auraient augmenté à la fin du mois d’août, mais ont depuis diminué en septembre en raison de la réduction du trafic humanitaire.

Conditions pluviométriques et impact sur la production agricole. De la troisième décade d’août à la troisième décade de septembre, des pluies en dessous de 40 pour cent à la moyenne, ont été enregistrées. Dans certains départements, les pluies par décade ont été inférieures à la moyenne, à plus de 50 pour cent, particulièrement le Nord-Ouest et le Sud-Est. La troisième décade du mois d’août a accumulé le plus faible déficit pluviométrique par rapport à la moyenne. Les pluies ont été inférieures à la moyenne à plus de 60 pour cent dans 8 départements (hormis la Grand’Anse et les Nippes) et à plus de 70 pour cent au niveau de 5 autres (le Centre, le Nord, le Nord-est, l’Ouest et le Sud-Est).

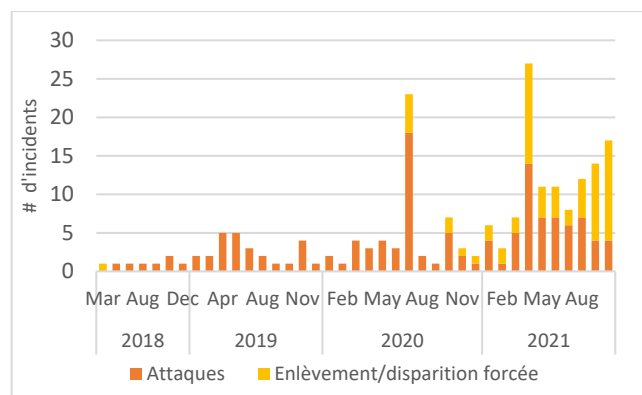
Cette irrégularité dans la distribution spatio-temporelle des pluies n’a pas permis au sol de maintenir un niveau d’humidité assez suffisant pour garantir normalement la croissance et le développement des plantes saisonnières à cycle court comme le haricot, le maïs, entre autres. Toutefois, les plantes les plus résistantes au stress hydrique à cycle relativement plus long comme la banane, la patate douce, les tubercules, entre autres, ont pu passer cette période de rareté de pluies jusqu’à maintenir un indice de végétation autour de la moyenne pendant la période (Figures 5 et 6).

Figure 3. Evolution des manifestations en Haïti 2019-2021



Source : FEWS NET, avec données de ACLED

Figure 4. Violence associée aux activités des gangs, 2018-2021



Source : FEWS NET, avec données de ACLED

Outre la situation climatique déficitaire, les effets résiduels du séisme sur les infrastructures de production et sur les cultures en cours au niveau des départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes, et ceux des inondations liées au passage de la dépression tropicale Grace dans le Sud-Est, limitent la performance agricole d'été et d'automne. Selon le ministère de l'Agriculture, les pertes de cultures ont été plus importantes dans le Sud-Est en particulier pour le pois congo, le maïs et surtout le haricot, soit respectivement des baisses de l'ordre de 20, 30 et de 45 pour cent. Toutes régions confondues, l'impact a été plus important sur le secteur agricole et la pêche.

Les marchés et les prix. Au cours du mois de septembre, les marchés ont fonctionné normalement, à l'exception encore de ceux de la Croix des Bossales et de la Croix des Bouquets, respectivement situés au Centre-ville de Port-au-Prince et dans la commune de Croix-des-Bouquets, en proie aux activités criminelles des gangs armés. Cela, ayant paralysé le fonctionnement normal de ces marchés, entraîne une diminution de la demande impactant négativement les prix des produits alimentaires de base. Globalement, les prix des produits locaux, en particulier le maïs et le haricot, ont baissé à l'échelle nationale de 2.5 et 3 pour cent en moyenne, respectivement, notamment dans le grand Sud, où les marchés ont repris leur fonctionnement normal après étant partiellement détruites par le séisme. Cette tendance s'attribue aux récoltes d'été observées, malgré qu'elles soient en-dessous de la normale. Pour les marchés situés dans les zones durement frappées par le séisme, la baisse observée résulte encore de la diminution de la demande en raison, notamment, de l'afflux d'aide humanitaire d'urgence aux victimes, lequel accroît la disponibilité alimentaire au niveau des ménages bénéficiaires. De surcroît, les prix du haricot et du maïs ont significativement baissé par rapport à l'année dernière mais restent atypiquement élevés par rapport à la moyenne de cinq ans.

Les prix des produits importés continuent de s'accroître, mais de façon plus ou moins modérée (Figure 7). En effet, le prix du riz importé a montré une relative stabilité ayant chuté de moins de 1 pour cent en septembre, en comparaison au mois d'août.

Sur le front des autres produits tels que l'huile comestible, la farine de blé, etc., les prix continuent d'afficher un comportement à la hausse en septembre, mais de manière moins significative, comparé au mois d'août, soit respectivement de 1 et 4 pour cent en moyenne au niveau national.

Situation du bétail. A la faveur des pluies d'octobre qui ont occasionné la disponibilité de l'eau et du fourrage, l'état physique des animaux est globalement normal. Toutefois, la filière a été sévèrement touchée par les inondations générées par Grace, notamment au niveau des caprins.

Main-d'œuvre agricole et autres sources de revenu. Le revenu tiré de la vente de main-d'œuvre est limité en raison de la faible capacité d'embauchement des mieux lotis, en raison des impacts résiduels de différents des chocs climatiques,

Figure 5. Indice de différence normalisée de végétation (NDVI), anomalie du 11 au 20 octobre 2021 par rapport à 2020

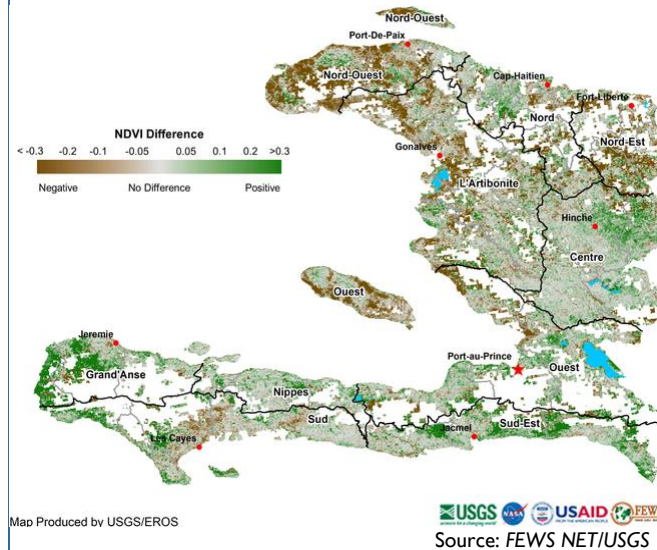
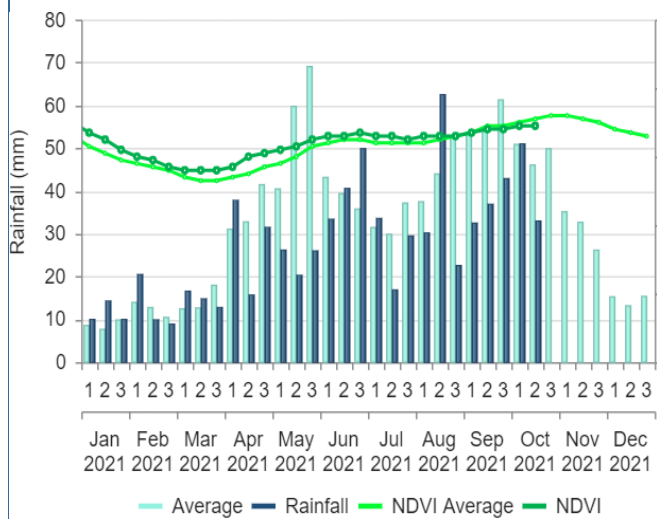


Figure 6. Haïti : Evolution de la pluviométrie en mm et de l'indice NDVI 2021



Source: WFP

sociopolitiques, et économique qui réduisent leur capacité d'investir dans la main-d'oeuvre. Avec très peu de produits de récoltes en ce moment, la période normale de récolte étant en Juillet pour l'ensemble du pays, le revenu de la main-d'oeuvre agricole compte très peu présentement. La vente de bois et de charbon de bois est autour de la normale, bien que les menages doivent intensifier leurs efforts pour accéder à la ressource qui se raréfie progressivement. Les menages pauvres en milieu urbain tirent des revenus du petit commerce, qui restent toutefois en dessous de la moyenne, en raison des turbulances socio-politiques, des affrontements armés entre gangs et de la baisse de la demande solvable. Le revenu de la migration en République Dominicaine, importante source de revenus pour les ménages pauvres des zones frontalières, reste en dessous de la moyenne à cause de la prévalence de la COVID-19 et d'autres mesures de contrôle de flux migratoire en territoire voisin et dans d'autres régions (Mexique, Bahamas, etc.), donnant lieu à des déportations massives ces derniers mois.

Impact sur la sécurité alimentaire. De septembre à octobre, l'accès de ménages pauvres à l'alimentation s'est détérioré. En effet, dans un contexte de faible récolte d'été et d'automne, de prix élevés et supérieurs à la moyenne quinquennale, de revenu en dessous de la moyenne, de troubles sociopolitiques impactant négativement l'approvisionnement de certains marchés, de rareté de carburant avec son effet direct sur les prix des produits, le pouvoir d'achat des pauvres s'est détérioré alors qu'ils doivent faire l'arbitrage des dépenses scolaires et alimentaires.

Dans certaines zones comme le bas-Nord-Ouest, le Haut Plateau Central, les quartiers pauvres urbains, les zones sèches, les zones affectées par le séisme ayant reçu très peu ou aucune assistance, entre autres, les ménages font face à des stratégies de crise ou d'urgence telles que l'intensification de la vente de charbon et d'animaux, la consommation des semences et d'aliments à faible valeur nutritive, etc., pour maintenir leur consommation courante. Ces zones font donc face à une insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Dans des zones moins affectées par les chocs climatiques, mis à part l'impact de l'instabilité politique et de l'insécurité et les zones irriguées, les ménages ont recours à des stratégies de Stress telles que la réduction des dépenses non essentielles, l'intensification des achats de nourriture à crédit, la consommation de nourriture non préférée, la réduction de la consommation des adultes au profit des enfants, etc., pour maintenir leur consommation courante. Elles sont donc en Stress (Phase 2 de l'IPC). Quelques zones ayant été affectées par le séisme, mais qui ont reçu et continuent de recevoir une assistance alimentaire couvrant une bonne partie de leurs besoins alimentaires, se retrouvent en Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC).

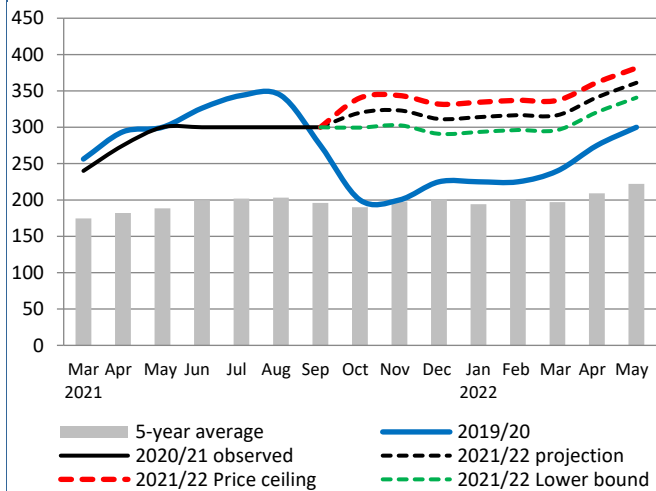
Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire d'avril à septembre 2021 se base sur des suppositions fondamentales, par rapport à l'évolution du contexte national, qui sont :

Pluviométrie- agro climatologie

- Selon les prévisions de l'USGS, des précipitations en dessous de la moyenne sont attendues entre août et décembre 2021.
- A partir de janvier des conditions normales, caractérisées par de faible pluviométrie, seront observées, ceci jusqu'en mars 2022.
- D'octobre à mai, des températures supérieures à la moyenne et moyennes sont attendues.
- Sur la base des prévisions de nombreuses institutions, une activité cyclonique supérieure à la moyenne est encore attendue jusqu'en novembre.

Figure 7. Port-au-Prince : prix observés et projetés du riz importé (4 pour cent Broken) (HTG/6lbs)



Source: FEWS NET

Impact du séisme

- Les pertes (agricoles, dans l'élevage, biens, vies humaines) dues au séisme du 14 août 2021 et de la tempête Grace enregistrées par le ministère de l'agriculture dans le grand-sud continueront d'avoir des impacts négatifs pendant toute la période du scénario, ceci dans différents secteurs de la vie économique : agriculture (baisse des superficies cultivées, pertes de semences), baisse de la demande d'embauche avec la fermeture des entreprises, ralentissement des activités de pêche, d'élevage, etc.

COVID-19

- L'analyse de la situation au 11 octobre de la COVID-19 montre une augmentation de nouveaux cas, le faible taux de vaccination, de nouvelles vagues restent possibles.
- La campagne de vaccination va continuer, mais le taux de couverture restera faible.
- Compte tenu des tendances observés en 2021, il est probable qu'aucune nouvelle mesure contre le COVID-19 ne sera mise en œuvre malgré la volatilité du nombre de cas.

Situation sociopolitique

- L'incertitude socio-politique, qui a suivi l'assassinat du président Haïtien Jovenel Moïse, devrait entraîner une augmentation des troubles, des manifestations et des violences associées aux élections générales, reportées au mois de novembre 2021.
- L'environnement sécuritaire d'Haïti s'est encore détérioré depuis juin en raison d'une recrudescence des activités criminelles liées aux gangs et des enlèvements, en particulier dans la capitale Port-au-Prince. Il est probable que ces niveaux élevés de violence des gangs se poursuivront aux niveaux actuellement élevés tout au long de la période de projection, et qu'ils augmenteront probablement pendant les périodes de vacances telles que Noël, le nouvel an et le Carnaval.

Assistance humanitaire.

- Les nouveaux défis engendrés par le séisme du 14 août portent à anticiper que l'assistance humanitaire continuera d'affluer, et sera surtout concentrée dans les trois départements affectés, particulièrement le Sud.

Le contexte macroéconomique

- L'importante contraction des réserves officielles nettes de change ne permettra pas à la Banque Centrale haïtienne de pouvoir intervenir sur le marché des changes pour contenir la dépréciation progressive de la gourde. Dans ce sillage, le taux de change maintiendra sa tendance haussière enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2021. Cette tendance sera soutenue par l'instabilité sociopolitique et les impacts négligeables d'éventuelles mesures de la Banque Centrale. Ce qui amplifiera le renchérissement des produits alimentaires importés, même dans un contexte de marché international de céréales favorable, le cas du riz en particulier.
- Les exportations, déjà insignifiantes, ne seront pas à même de compenser l'effritement des réserves nettes de change de la BRH.
- L'inflation se poursuivra pendant la période du scénario et suivra la tendance du taux de change, notamment pour les biens importés.
- Les transferts suivront leur tendance saisonnière à la hausse entre octobre 2021 et janvier 2022, ce qui favorisera l'alimentation en devise du marché et ralentira la dépréciation de la gourde. Par ailleurs, l'afflux des transferts dû au séisme fera augmenter les transferts au-dessus de la normale.
- La tendance à la hausse du prix du pétrole sur le marché international et « la pression fiscale supplémentaire » qu'elle crée sur le budget public, portent à envisager la fin des subventions des produits pétroliers en Haïti. Par ricochet, les prix à la pompe devront rebondir, induisant ainsi des hausses des prix du transport public et, conséquemment, le renchérissement des produits de première nécessité, alimentaires et non alimentaires, sur les différents marchés locaux.

Production agricole

- Pour les campagnes agricoles d'automne 2021, d'hiver (2021-2022) et de printemps 2022, la disponibilité de semences sera en dessous de la normale à cause d'une baisse des appuis en semence des principales organisations qui seront plus concentrées dans les zones les plus affectées par le séisme du 14 août 2021, de l'irrégularité des pluies, entre autres.
- La production agricole des campagnes d'automne 2021 et d'hiver (2021-2022) seront alors en dessous de la moyenne.

- Au regard des impacts du séisme, notamment sur les moyens d'existence, les activités de lancement de la campagne agricole de printemps 2022 pourront être en dessous de la normale dans les zones touchées par le séisme (Grand'Anse, Nippes et Sud) et par l'ouragan Grace (Sud-est), étant donné la décapitalisation des agriculteurs à la suite de ces deux chocs.

Sources de revenu

- La Peste Porcine Africaine (PPA), diagnostiquée en juillet en République Dominicaine, est maintenant présente en Haïti, ceci malgré les mesures restrictives annoncées contre sa propagation. En raison du manque de capacité de contrôle/gestion du territoire par le Gouvernement haïtien et en tenant compte de la nature poreuse de la frontière haïtiano-dominicaine et de la tendance des [décès anticipés en République Dominicaine](#), une perte de 30 pour cent du cheptel national d'Haïti est anticipée au cours des prochains huit mois.
- Le flux commercial et migratoire entre Haïti et la République Dominicaine est susceptible d'être limité par le gouvernement haïtien à la suite du diagnostic de la PPA en République Dominicaine. De plus, la sécurité sur la frontière sera renforcée par le gouvernement dominicain à cause des troubles sociopolitiques en Haïti. Ainsi, le revenu tiré de la migration des Haïtiens en République Dominicaine restera inférieur à la normale.
- Le revenu tiré de la vente de produits agricoles sera en dessous de la normale puisque les récoltes seront en dessous de la normale.

Autres sources de revenu

- Dans le contexte actuel, la vente de charbon et le petit commerce (agricole et non agricole) auront un comportement normal durant la période de perspective.

Prix/Marchés

- L'approvisionnement des marchés devrait se faire de façon normale, mais avec des coupures sporadiques dans Port au Prince à cause de la situation sociopolitique et d'éventuelles mesure-barrière au niveau des postes-frontières haïtiano-dominicaines. Ces coupures sporadiques, dues aux actions (contrôle de certains espaces) des gangs armés à Port-au-Prince, limiteront la circulation des marchandises et occasionneront la fermeture des entrepôts dans d'autres villes de provinces.
- Les prix des aliments de base, notamment les produits importés, vont rester à la hausse et au-dessus de ceux de 2020 et ceux de la moyenne quinquennale, ce, à cause de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar et au peso dominicain.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

D'octobre 2021 à janvier 2022, compte tenu des conditions agro-climatologiques défavorables prévues pour cette période, la performance de la campagne d'automne sera en dessous de la moyenne, donnant aussi lieu à des revenus agricoles en-dessous de la normale.

L'insécurité alimentaire des ménages pauvres sera aussi amplifiée par des pertes éventuelles au niveau du cheptel porcin, susceptible d'être emporté par la PPA. Selon les informations de base de FEWS NET, dans toutes les zones de moyens d'existence, la plupart des ménages pauvres possèdent entre 0 et 2 porcins. Lorsqu'une baisse de 30 pour cent des ventes de porcs a été supposée par FEWS NET, correspondant à une perte de 30 pour cent d'un troupeau en raison de décès liés à la PPA, la plus grande variation en pourcentage des calories consommées pour un ménage était une perte de 2 pour cent de kcal chez les ménages très pauvres de la zone de moyenne d'existence des Plaines Bananières Occidentales de l'Arcahaie (HT05).

En outre, les zones touchées par le séisme et la dépression tropicale Grâce, le Sud, les Nippes, la Grand'Anse et le Sud-est, pourront enregistrer aussi des récoltes en-dessous de la normale, induisant des revenus inférieurs à la moyenne. Les ménages les plus pauvres devront encore recourir majoritairement à des stratégies de Crise comme l'intensification de la vente de charbon, la consommation des aliments à faible qualité nutritionnelle ou précoces, etc.) et de Stress comme la réduction de la quantité consommée et de la qualité de la diète, l'achat à crédit, entre autres) pour pouvoir maintenir leur niveau de consommation alimentaire. Une insécurité alimentaire de Crise (IPC Phase 3) et sera alors observée. Quelques-unes de ces zones qui vont continuer à recevoir une assistance alimentaire couvrant une bonne partie de leurs besoins alimentaires jusqu'en février 2022, se retrouvent en Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC).

La période de février à mai 2022 coïncide avec le pic des récoltes d'hiver, le lancement des activités de la campagne de printemps 2022 et la période de soudure. L'approvisionnement des ménages aux marchés restera prédominant avec la période de soudure caractérisée par une réduction significative des activités de récoltes. L'effet résiduel des campagnes agricoles d'été/automne et d'hiver en dessous de la moyenne durant l'année 2021, induisant la décapitalisation des agriculteurs, se traduit par une capacité d'investissement réduite susceptible d'impacter les préparatifs pour la campagne de printemps de 2022. Le revenu des plus pauvres sera encore en-dessous de la moyenne.

De plus, la situation sociopolitique déjà très instable est susceptible de se dégrader, conduisant ainsi à la dépréciation de la gourde. Une hausse de prix des denrées alimentaire de base importées, ajoutée à la hausse saisonnière des prix pendant la période de soudure, va encore détériorer le pouvoir d'achat des ménages pauvres. Dans ces conditions, ces ménages devront continuer de recourir à des stratégies d'adaptation négatives pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Ainsi, la plupart des zones du pays seront en insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) et de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Événements qui pourraient changer le scénario le plus probable au cours des six mois à venir

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Apaisement des troubles sociopolitiques	La diminution de la violence induirait le fonctionnement de l'économie et des marchés. Ceci conduirait à une augmentation de la disponibilité et de l'accès alimentaires, portant plus de ménages à adopter moindre des stratégies négatives. Ainsi, un nombre plus moins important de zones et de ménages pourrait être en crise (phase 3 de l'IPC).
National	Une détérioration de fond de la situation induite par la pandémie du COVID-19	L'éventualité d'une forte détérioration de la crise sanitaire due à la pandémie de COVID-19 devrait obliger le gouvernement à prendre des mesures drastiques devant limiter le fonctionnement normal des marchés, le déroulement des activités informelles et nocturnes. Ceci devrait augmenter le nombre de personnes et de zones en Crise alimentaire (Phase 3 de l'IPC).
National	Perte totale du cheptel porcin au niveau nationale	L'éventualité de l'abattage systématique du cheptel porcin comme c'était le cas en 1978 aura probablement des effets néfastes non seulement sur le revenu des éleveurs et vendeurs mais aussi sur d'autres secteurs de l'économie comme l'agriculture, le commerce, l'éducation, etc. En outre, une baisse de 100 pour cent des ventes de porcs, en raison de décès liés à la PPA, entraînerait une plus grande variation des calories consommées par ménage. Cela représenterait une perte de 6 pour cent de kcal chez les ménages très pauvres de la zone de moyen d'existence « Plaines Bananières de l'Arcahaie » (HT05) par exemple.
Zones de production	Une saison cyclonique plus intense que la normale	Inondations dans les zones de production de riz, de maïs, de haricot, pourrait occasionner des pertes importantes des cultures et récoltes de printemps, d'été et d'automne. Ce qui causerait des dommages aux moyens d'existence des ménages plus pauvres, spécialement durant les quatre premiers mois de la perspective.
Zones de production	Un épisode de sécheresse	Déficit hydriques affectant les cultures saisonnières, diminution considérable des fourrages et de l'eau disponible pour le bétail, retard dans le lancement de la campagne de printemps 2022. Cela causerait aussi des dommages aux moyens d'existence des ménages plus pauvres et la demande de main-d'œuvre agricole.

ZONE DE PREOCCUPATION

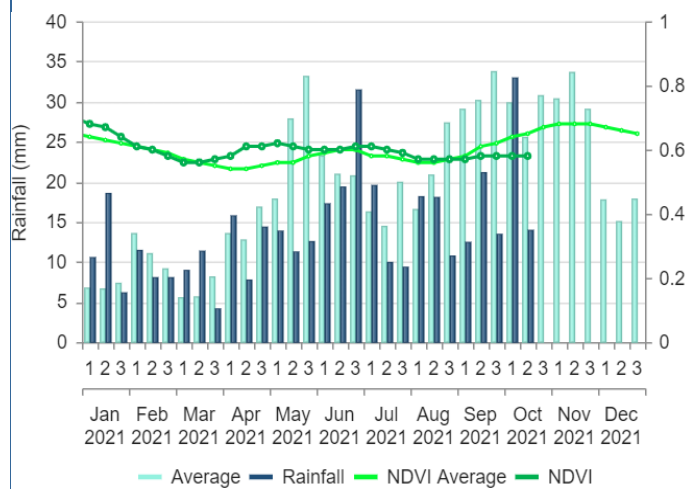
Nord-Ouest, zone HT01

Situation actuelle

Progrès saisonnier. La campagne agricole d'automne a démarré fin d'août avec les travaux de préparation des sols. Au 30 septembre, environ 45 pour cent des exploitants avaient déjà emblavé leur parcelle. Les principales cultures saisonnières mises en terre sont le haricot et le maïs. Par rapport à l'année dernière pendant laquelle il y avait une rareté des pluies, la pluviométrie, bien qu'en dessous de la moyenne, a relativement bien démarré cette année.

En dépit des précipitations en dessous de la moyenne, l'indice de végétation qui exprime, dans une certaine limite, la santé des cultures, est autour de la moyenne, ce, depuis la troisième décennie du mois de mai (Figure 8). Toutefois, les exploitants agricoles font face à des problèmes de financement, le faible revenu de la vente des récoltes de printemps 2021 et le coût relativement élevé des semences et des activités de préparation de sols ne leur permettent pas de cultiver la surface agricole utile habituelle pour la campagne en cours.

Figure 8. Nord-Ouest : Evolution de la pluviométrie en mm et de l'indice NDVI 2021



Source : WFP

Les plaines irriguées, notamment au Mole St Nicolas et à Jean Rabel, sont dominées par la culture de la banane. Les agriculteurs de ces communes reçoivent de l'assistance technique et financières de l'Action Agro Allemande (AAA) dans les Petits Périmètres Irrigués (PPI). Les rendements espérés pour ces cultures tout au long de l'année sont autour de la moyenne.

Disponibilité des produits et consommation alimentaire. Les aliments, normalement disponibles, proviennent de trois sources : achat sur le marché (près de 90 pour cent), production propre, don des voisins ou un membre proche. Le marché est suffisamment alimenté en produit locaux et importés.

Selon les informateurs clés dans la zone, les très pauvres consomment en moyenne un repas par jour, ce, dans des quantités ne pouvant pas couvrir les besoins minimums des membres du ménage. De plus, leur consommation est limitée aux aliments de faible qualité nutritionnelle et peu variée et constituée principalement de riz, de maïs, de banane, de tubercules et rarement de légumes et de viande.

Évolution des prix et marché. Les marchés sont relativement bien approvisionnés en produits importés principalement, la zone étant structurellement déficitaire en produits alimentaires locaux. Les principaux produits alimentaires de base viennent des autres départements et dans le haut Nord-ouest. Cependant les prix élevés et à la hausse des produits alimentaires de base et le faible revenu des ménages pauvres leur rendent moins accessibles à ces derniers (Figure 9). Alors qu'il demeure relativement stable sur presque tous les marchés du pays de mai à septembre, le prix du haricot noir local sur le marché de Port-de-Paix a affiché une tendance haussière pendant cette période. Bien qu'en glissement annuel, le prix du haricot a baissé de plus de 23 pour cent par rapport à septembre 2020 ; par rapport à la moyenne quinquennale, le prix est plus de 40 pour cent au-dessus.

Situation de l'élevage. Le cheptel dans la zone Nord-ouest HT01 est dominé par des caprins, des ovins et des porcins. A Jean Rabel, environ 10 pour cent des éleveurs de porcs ont fait face au Teschen. Quelques cas isolés ont été rencontrés au Mole St Nicolas. Etant donné la légère amélioration pluviométrique cette année par rapport à l'année dernière, entraînant l'amélioration de la disponibilité de l'eau pour les animaux et du fourrage, la situation du bétail s'est légèrement améliorée. Toutefois, dans les zones sèches, notamment la commune de Baie de Henne, la question de l'eau reste problématique pour les éleveurs.

Sources de revenu. Actuellement, les principales sources de revenus typiques des très pauvres sont constituées de la vente de journée de travail, la vente des produits de la pêche, la vente de bois et de charbon de bois, le petit commerce informel. La vente de journées de travail se font principalement dans l'agriculture, la production de bois, de charbon et de sel et est en dessous de la moyenne à cause de la baisse globale des activités des Moyens et Aisés qui embauchent les Très pauvres. Les revenus tirés de la vente de bois, de charbon de bois et de la pêche sont autour de la moyenne. Quant au revenu tiré du petit commerce informel, il est en-dessous de la moyenne en raison de la baisse de la demande solvable, laquelle est due à la baisse de revenu des potentiels acheteurs.

Résultats actuels de la sécurité alimentaire. Selon des informateurs clés, les ménages très pauvres consomment en moyenne un repas par jour, ce, dans des quantités ne pouvant pas couvrir les besoins minimums des membres du ménage de taille relativement importante. Parallèlement, les différents indicateurs de consommation alimentaire issus des données de l'enquête ENNSAN 2021 ont montré une consommation alimentaire très pauvre des ménages pauvres, limitée aux aliments de faible qualité nutritionnelle et peu variée et constituée principalement de céréales.

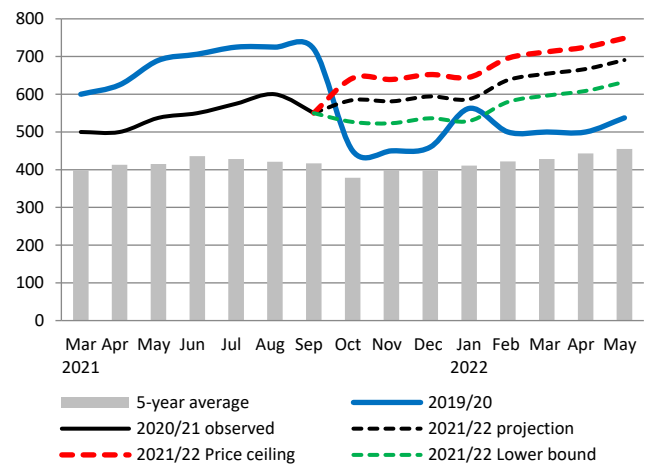
Dans un contexte de prix élevé et à la hausse des produits alimentaires, de faible revenu et très peu d'opportunité d'emploi, le pouvoir d'achat des ménages pauvre se détériore. Ainsi, ils continuent d'adopter des stratégies pour maintenir leur consommation de base et /ou accéder à la nourriture. Entre autres stratégies, on peut citer la consommation d'aliments précoces/inhabituels, la consommation de semences et la réduction des dépenses non alimentaires (Stress) ; ainsi que la diminution de la taille de repas, la priorisation de l'alimentation des enfants par rapport aux adultes et la réduction des dépenses de santé et d'éducation (Crise). Un nombre réduit de ménages qui sont dans une situation d'extrême pauvreté vivent, entre autres, de la mendicité. La zone est en Crise (Phase 3 de l'IPC) alimentaire.

Suppositions

En plus des suppositions au niveau national, le scénario le plus probable d'octobre 2021 à mai 2022 pour la zone Nord-ouest HT01 est basé sur les hypothèses suivantes :

- Le revenu tiré de la vente des récoltes d'hiver et celles de haricot de printemps seraient en dessous de la normale car les faibles récoltes de printemps 2021, dues à l'irrégularité pluviométrique, n'ont pas généré suffisamment de revenu qui permettrait de financer la campagne agricole d'hiver 2021-2022 et de printemps 2022 (achat de semence, préparation de sols, main-d'œuvre, entre autres) et que même en cas de bonnes conditions pluviométriques les surfaces agricoles utiles (SAU), déjà très réduites pour les très pauvres, seraient limitées.
- La demande de travailleurs agricoles des ménages moyens et aisés restera en-dessous de la moyenne durant la période de perspective, en raison de la faible capacité d'investissement des agriculteurs, conséquence des récoltes de printemps 2021 en dessous de la moyenne. Ainsi, le revenu tiré de la main-d'œuvre agricole des ménages pauvres et très pauvres sera en dessous de la normale.
- Les ménages pauvres devraient disposer plus de temps pour maintenir le même niveau de revenu tiré de la vente de bois et de charbon de bois, la ressource étant épuisable et de plus en plus rare.

Figure 9. Port-de-Paix : Prix observés et projetés du haricot noir local (HTG/6lbs)



Source: FEWS NET/CNSA

- Le revenu de la vente des produits de la pêche sera autour de la moyenne pendant toute la période du scénario.
- Le revenu de la main-d'œuvre travaillant dans les marais salants sera autour de la moyenne pendant toute la période du scénario.
- Le petit commerce sera autour de la normale pendant toute la période du scénario.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Etant donné la forte dépendance des plus pauvres par rapport au marché pour leur consommation (90 pour cent), l'épuisement des réserves et des récoltes en dessous de la moyenne, la situation actuelle des ménages les plus pauvres caractérisée par un déficit de consommation alimentaire ne s'améliorera de manière significative pendant les quatre prochains mois. Les quelques récoltes déjà faibles ne leur permettront pas de couvrir leur déficit de consommation. Ainsi, pour maintenir le niveau actuel de leur consommation alimentaire de base, ils seront contraints de limiter les portions dans les repas et de prioriser la consommation des enfants au détriment de celle des adultes.

Les moyens d'existence peuvent se voir détériorés aggravant ainsi le déficit de consommation. Les ménages continueront à intensifier les activités de la vente de charbon et de bois, les activités dans les marais salants, notamment à Baie de Henne, entre autres. D'autres peuvent recourir à la mendicité. Entre octobre et janvier, les ménages pauvres dans la zone resteront en Crise (Phase 3 de l'IPC).

La période de février-mai 2022 est la période de soudure qui sera caractérisée par l'épuisement saisonnière des récoltes d'automne, la hausse des prix des produits alimentaires, la forte dépendance du marché pour la consommation alimentaire. Les ménages connaîtront un déficit de consommation, car les principales sources de revenu ne pourront pas couvrir les dépenses de consommation à cause de la hausse continue des prix et du faible niveau de revenu.

Les revenus resteront inférieurs à la normale pendant la période. Ainsi, le pouvoir d'achat et les moyens d'existence des très pauvres seront à la baisse, dans un contexte de niveau élevé des prix, d'instabilité sociopolitique et de pression sur les terres pour la fabrication du charbon de bois. Les ménages pauvres continueront d'être en insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

ZONE DE PREOCCUPATION

Sud HT07

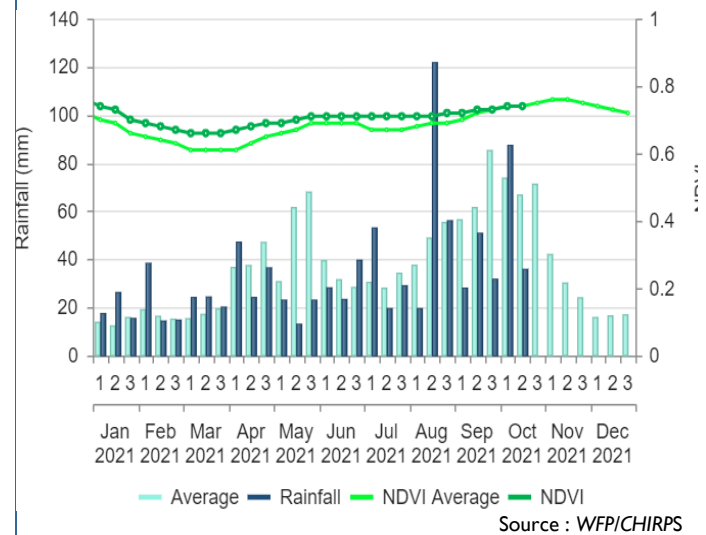
Situation actuelle

Progrès saisonnier. Les conditions agro climatiques se sont avérées normales jusqu'à avril, suivie d'une chute en mai. Des précipitations proches de la normale de juin à août ont permis d'avoir des récoltes de printemps proches de la moyenne, favorisant aussi la campagne d'été, toutefois affectés par le séisme. Les cultures se développaient normalement, augurant de bonnes récoltes pour octobre jusqu'à ce que le tremblement de terre du 14 août dernier ait tout ravagé sur son passage, à la suite des glissements de terrain particulièrement dans les zones de montagnes situées dans les communes de Arniquet, Maniche, Camperin, Cavaillon, Saint-Louis du Sud. Au cours du mois de septembre, les conditions climatiques continuent d'être en dessous de la normale. Toutefois, avec un NDVI modérément au-dessus de la moyenne, le niveau d'humidité des sols permet de maintenir une végétation normale, malgré les impacts négatifs du séisme sur la zone en termes d'infrastructures routières, agricoles et autres (Figure 10). Toutefois, les cultures saisonnières ont du mal à se développer dans ces conditions.

Evolution de la situation agricole. Si la production de printemps a atteint la moyenne, celle d'été est hypothéquée par suite des pertes de cultures résultant des glissements de terrain provoqués par le séisme au niveau des zones montagneuses. A cet effet, les pertes de cultures sont beaucoup plus dues au séisme qu'à la baisse de la pluviométrie. Au niveau des plaines, le passage du séisme a surtout endommagé les infrastructures de production agricole dans les zones irriguées et non irriguées.

Selon nos informateurs clés, mises à part les zones irriguées, les activités agricoles sont sur le point de reprendre dans les zones de plaines, toutefois à un rythme en dessous de la moyenne : des activités de semis et de préparation de sols, dans le cadre de la campagne d'automne, sont signalées, des récoltes de haricot et de maïs y sont aussi enregistrées, outre des racines et tubercules et de l'arbre véritable. Toutefois, les infrastructures de stockage ont été aussi pour la plupart endommagées. De plus, le bureau départemental du Sud du ministère de l'Agriculture a été aussi touché, compromettant en aout la distribution d'intrants (semences, engrais, etc.). Il faut noter, cependant, que la production et les récoltes du riz, ainsi que celle de la banane qui se fait ordinairement chaque mois, ne peuvent présentement avoir lieu normalement, en raison de l'absence de l'eau dans les canaux d'irrigation. En revanche, au niveau des montagnes, rudement affectées par le séisme, l'impact est significatif sur les cultures d'été, haricot notamment, et les plantations de sorgho, de pois Congo, en plus des semis d'automne.

Figure 10. Sud : Evolution de la pluviométrie (mm)



Disponibilité. Selon des informateurs clés, une diminution de la disponibilité des produits alimentaires locaux au niveau des ménages est observée, liée aux pertes de cultures d'été et à celles d'automne non encore arrivées à maturité, notamment au niveau des plaines. Les produits de cueillette comme la banane, l'igname, l'arbre Véritable, ainsi que des produits maraichers sont néanmoins disponibles. Pour l'ensemble de la zone, la consommation alimentaire se compose beaucoup plus du riz, de la farine et des pâtes, en provenance du marché. Présentement, l'afflux d'aide alimentaire dans la zone, à la suite du séisme du 14 août dernier, a permis d'accroître un peu la disponibilité alimentaire dans la zone.

Marchés et évolution des prix. Les marchés sont présentement bien approvisionnés en produits importés de toutes les catégories, en particulier le riz, la farine, l'huile, les plus prisés dans la consommation alimentaire et des produits locaux notamment le maïs, le haricot, l'igname, la banane, l'arbre véritable, qui sont des produits typiques de la zone. Les prix des produits alimentaires restent élevés, comparés à la moyenne.

Sur le marché des Cayes, par exemple, le prix du maïs en grain local a affiché une tendance à la baisse dès avril, ceci jusqu'au mois d'août, à la suite des récoltes de printemps, proches de la moyenne. En effet, après des hausses atypiques entre février et mars, le prix du maïs en grain local a initié sa chute en avril (près de 7 pour cent en moyenne). Cette tendance s'est maintenue en mai (plus de 12 pour cent) et renforcée en juin (plus de 28 pour cent). Stable en juillet, le prix du maïs local sur le marché des Cayes a chuté en Aout, ceci malgré le séisme qui a frappé cette région. La baisse en aout est imputable à un ralentissement significatif de la demande, les marchés étant dysfonctionnels pour près de deux semaines et les routes d'accès impraticables (Figure 11). Les marchés de la zone, en particulier celui de la ville des Cayes, ont repris normalement leurs activités. Mais la demande continue de montrer des signes de faiblesse, amplifiée par la distribution de l'aide alimentaire, laquelle contribue aussi à la baisse des prix de ce produit sur le marché, en augmentant la disponibilité alimentaire au niveau des ménages bénéficiaires.

Par rapport à l'année précédente, le prix a considérablement diminué, soit de plus de 29 pour cent. En outre, le prix reste plus ou moins proche de la moyenne de cinq ans (plus de 17 pour cent) au cours du mois de septembre 2021. Cela s'explique par le fait que la monnaie nationale s'est dépréciée septembre par rapport notamment à septembre de l'année dernière.

Le prix du haricot noir a montré une hausse plus ou moins modérée (plus de 5 pour cent en moyenne), notamment au cours du mois d'août, étant le plus affectée par le séisme et réduisant la disponibilité sur les marchés. En revanche, au cours du mois de septembre, le prix a chuté significativement, soit de près de 15 pour cent par rapport à Août, en raison de quelques récoltes observées dans les zones basses de la région du Sud, notamment niveau de la plaine des Cayes.

Agriculture et main-d'œuvre. En raison de l'impact considérable du séisme sur le secteur agricole, en particulier sur les infrastructures, les agriculteurs sont dans l'incapacité d'embaucher suffisamment de travailleurs pour les activités de préparation de sols, de semis et de sarclage. Dans ce sillage le revenu issu de la vente de main-d'œuvre diminue, étant donc en-dessous de la moyenne.

Élevage. Globalement, les animaux sont en bonne forme, à la suite des bonnes conditions d'humidité des sols favorisant la pousse et le développement du fourrage. Cependant, touché aussi par le séisme, ce secteur d'activité a enregistré des pertes : on estime à près de 3000 têtes d'animaux, du gros et du menu bétail, engloutis tout vivants dans le sol. Les caprins représentent plus de 79 pour cent des pertes, suivis par les bovins (près de 17 pour cent). En fait, l'élevage contribuant très peu au revenu annuel des ménages très pauvres et pauvres, donc ces pertes affectent peu leur revenu global. En ce qui se rapporte à la peste porcine africaine, diagnostiquée au niveau de la commune frontalière d'Anse-à-Pitre, aucune information n'a fait état d'une quelconque prévalence dans la zone de préoccupation. La vigilance est, toutefois, de rigueur comme sur tout le territoire national. A cet égard, compte tenu de la faible capacité de dépistage adéquat des autorités haïtiennes, FEWS NET suppose qu'il y aurait probablement des cas de PPA dans cette zone. Toutefois, selon les données de base de FEWS NET, les ménages pauvres de la zone HT07 ne disposent pas typiquement de porcins comme une source de revenu.

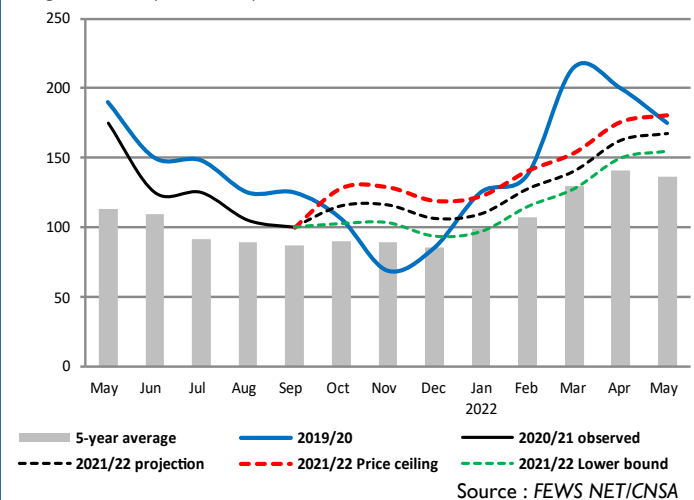
Autres revenus. Le petit commerce, la vente de bois et du charbon, respectivement deuxième et troisième source de revenu des très pauvres et pauvres, sont des activités génératrices de revenus complémentaires. Les activités de petit commerce se comportent normalement, malgré l'impact du séisme sur les infrastructures de marchés. En temps normal, leur contribution au revenu des plus pauvres se situe à 32 pour cent. En outre, la vente de charbon de bois ou de bois de chauffage représente 15 à 20 pour cent du revenu total des ménages très pauvres et pauvres. La vente de charbon aussi se comporte normalement, malgré le contexte actuel de la zone.

Assistance humanitaire. Depuis le passage du tremblement de terre dans le sud-ouest du pays, une augmentation significative de l'assistance humanitaire a été observée dans les zones touchées, particulièrement dans le Sud. Cette assistance comprend l'aide alimentaire, les produits hygiéniques, des barges, des tentes et du cash transfert via la téléphonie mobile. Selon des [informations disponibles](#), des distributions de ration alimentaire équivalant à 66kg de vivres par ménage par mois ont atteint au moins 375,000 bénéficiaires en octobre.

Par ailleurs, selon le groupe de travail sur les transferts monétaires (CBT), plus de 100 000 personnes dans les zones affectées par le séisme (dont près de 80% dans le Sud) bénéficient ou sont en passe de bénéficier d'un transfert monétaire équivalent à \$100 us.

Résultats actuels de la sécurité alimentaire. La disponibilité alimentaire locale est réduite à la limite de l'arbre véritable, des racines et tubercules. Sur le marché, le riz, la farine de blé, ainsi que divers types de haricots sont aussi disponibles. L'aide alimentaire, touchant déjà près de la moitié des populations sinistrées, soit plus de 41 pour cent de la population totale de la

Figure 11. Les Cayes/Jérémie : Prix observés et projetés du maïs en grain local (HTG/6lbs)



zone, contribue aussi à la disponibilité alimentaire au niveau des ménages, bénéficiant chacun de 66kg de ration alimentaire d'une durée d'un mois.

La situation reste préoccupante, toutefois, pour le reste de la population n'ayant pas été atteinte par une quelconque assistance humanitaire. A ce titre, ces ménages doivent s'approvisionner quasi essentiellement aux marchés pour accéder à la nourriture. Selon des informateurs clés, en raison du niveau élevé des prix, de la faiblesse de leurs revenus et de la taille élevée des familles, ces ménages limitent encore leur consommation à un repas journalier, avec une réduction de la qualité de la diète. Ainsi, pour maintenir une consommation normale et satisfaire d'autres besoins non alimentaires, ils doivent recourir à des stratégies d'adaptation, à savoir l'intensification de la vente de charbon, la consommation des récoltes précoces et, dans certains cas, des semences, la réduction de la consommation des adultes au profit des enfants.

En outre, selon les résultats de l'enquête de sécurité alimentaire conduite en août dernier, par CNSA et ses partenaires (ESSAN 2021), a montré que la situation de sécurité alimentaire des ménages de la zone s'est grandement détériorée, à la suite du séisme. En effet, la zone de moyens d'existence Sud HT07 (Aquin, Cavaillon, St-Louis du Sud, Chardonnières, Port-à-Piment, Camperin, Chantal, Maniche Cayes et Torbeck) présente une proportion de 49.1 pour cent de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre. La moyenne nationale étant de 29.8 pour cent.

Selon l'ESSAN 2021, 23 pour cent des ménages adoptent des stratégies de stress (achat à crédit de nourriture, vente de bétail, etc.), 17 pour cent des stratégies de crise (consommation des récoltes précoces ou des semences, vente de bois, réduction de la qualité ou de la quantité des repas, intensification de la vente de bétail, etc.) Les interventions humanitaires et de relèvement en cours permettent aux ménages de satisfaire leurs besoins alimentaires, en attendant la reconstruction de leurs moyens d'existence. Sur ce registre, les communes comme Camp Perrin, Les Cayes, Maniche, Torbeck, Jérémie, Corail, et Pestel, entre autres, où l'assistance alimentaire atteint au moins 20 pour cent de la population font actuellement face à une insécurité alimentaire de Stress ! (IPC Phase 2 !).

Suppositions

En plus des suppositions au niveau national, le scénario le plus probable d'octobre 2021 à mai 2022 pour cette zone est basé sur les hypothèses suivantes :

- La production d'automne et d'hiver sera en-dessous de la normale, en raison des conséquences du séisme du 14 Août sur les infrastructures de production agricoles et la capacité des agriculteurs à lancer ces deux campagnes. Conséquemment, le lancement de la prochaine campagne de printemps sera aussi hypothéqué.
- La production et les récoltes du riz, ainsi que de la banane, se faisant ordinairement chaque mois, ne pourront plus avoir lieu, de façon normale, pas avant la réhabilitation, et dans certains cas, la reconstruction, des canaux d'irrigation endommagés. Ce qui impactera négativement la demande de travailleurs agricoles dans la zone.
- Pour les infrastructures hydro-agricoles, la récupération ne se fera pas à court terme, vue le coût faramineux de leur réparation ou de leur reconstruction (plus de 88,502,027.69 gourdes selon le MARNDR) pour seulement 10 communes du département du Sud).
- La main-d'œuvre agricole est la première source de revenu dans la zone HT07 pour les très pauvres et les pauvres, contribuant pour près de 54 pour cent dans le revenu annuel de ces ménages. À la suite du séisme, impactant le secteur agricole, la demande de travailleurs agricoles sera en-dessous de la normale, ceci au cours des deux périodes du scénario. Cela suppose donc des revenus en-dessous de la moyenne pour ces ménages.
- Le petit commerce, la vente de bois et du charbon se comporteront de façon normale au cours de ces deux périodes, bien que leur contribution au revenu total ne soit vraiment guère importante comparativement à la main-d'œuvre.
- Suivant des tendances historiques, les transferts après un désastre naturel, s'accroissent en Haïti. Dans cette optique, les conséquences du séisme continuent d'influencer à la hausse le flux des transferts monétaires et de migrants vers les ménages de la zone. Cela devra compenser la baisse de revenu résultant de la contraction de la demande de travailleurs agricoles dans la zone.
- Vue l'impact du séisme sur les infrastructures agricoles, le marché seront essentiellement alimentés par des produits d'autres régions et de l'étranger. Ainsi, la part des récoltes dans la consommation des ménages diminuera (possiblement

tombant de 15 à 10 pour cent de contribution aux sources de nourriture) durant les deux périodes du scénario (octobre-Janvier, et février-mai), ceci significativement avec la période de soudure qui commencera en avril 2022.

- L'approvisionnement au marché deviendra alors beaucoup plus important que d'ordinaire (plus de 80 pour cent). Néanmoins, la banane, des produits fruitiers comme la mangue, l'arbre véritable, etc., pourront être observés sur le marché.
- Les prix du maïs et du haricot locaux devront suivre leur tendances saisonnières, diminuant pendant la récolte et augmentant pendant les périodes de semis. Ainsi, ils augmenteront entre septembre et octobre. Après un creux en décembre, ils recommenceront à s'accroître, ceci jusqu'au mois de mai 2022.
- En raison de la perte progressive de son statut d'autosuffisance dans la production de maïs, la région Sud sera largement approvisionnée par des importations en provenance des Etats Unis, de la République dominicaine et de l'Amérique du Sud. Dans cette perspective, le prix de détail sera également impacté par le taux de change (Gourde /Dollar) et le prix des variétés importées.
- Tous les prix des produits de base resteront supérieurs à la moyenne quinquennale.
- L'assistance alimentaire est prévue dans la zone jusqu'en février 2022 et devrait couvrir au moins 50 pour cent des besoins alimentaires des bénéficiaires, représentant au moins 40 pour cent de la population totale de la zone.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

D'octobre 2021 à janvier 2022, Les récoltes de d'été/automne, anticipées en-dessous de la moyenne pour cette période contribueront peu (moins de 15 pour cent) à la nourriture des ménages très pauvres et pauvres. D'autres produits saisonniers locales comme les racines et tubercules, la banane et l'arbre véritable pourront contribuer à la consommation des ménages mais ne pourront compenser l'apport des céréales (riz, maïs, etc.) et des protéines (haricot, légumineuses, etc.). Certes, la consommation alimentaire sera encore très dépendante des achats aux marchés, où le riz, la farine, les pâtes alimentaires seront toujours très prisées.

L'assistance alimentaire contribuera grandement à la consommation alimentaire des ménages bénéficiaires (plus de 300 000 personnes). En effet, au moins 25 pour cent de leurs besoins caloriques seront couverts. En revanche, pour ceux qui devront encore s'approvisionner au marché, ne bénéficiant pas encore d'aide alimentaire, et en proie au déficit alimentaire, pourront adopter des stratégies de crise. Les ménages très pauvres et pauvres sont vulnérables aux déficits annuels de protection des moyens d'existence. Le tremblement de terre qui s'est produit dans la région, le 14 août 2021 contribue davantage à la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire et donc des moyens d'existence des ménages. Depuis cet événement, l'agriculture, les biens ou infrastructures de production des ménages, principalement impactés, n'arrivent pas à fonctionner normalement. Cela donc influe négativement sur leur revenu. Cependant, vu que, selon le « Flash Appeal », élaboré à la suite du Séisme, 41 pour cent de la population touchée bénéficieront de l'assistance alimentaire, les ménages de la zone feront face à une insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC).

De février à mai 2022, la situation ne devrait pas changer durant la deuxième période du scénario qui coïncide avec les semis de printemps et le commencement de la période de soudure. Il n'y aura pas vraiment de produits locaux, mis à part la banane, l'arbre véritable, les racines et tubercules et certains produits maraichers. La consommation alimentaire serait basée presque essentiellement sur les achats aux marchés. Cette situation pourrait légèrement être compensée par l'assistance alimentaire ; mais les assistances planifiées arriveront à termes jusqu'à février 2022. Les stratégies de crise pourront alors être adoptées pour maintenir le niveau normal de la consommation alimentaire dans les ménages très pauvres et pauvres.

La situation des moyens d'existence restera telle qu'elle est décrite en MI1. En effet, la deuxième période de perspective, en dehors de tout choc majeur, est habituellement une période durant laquelle la situation de sécurité alimentaire se détériore surtout avec la période de soudure. Ainsi, dans l'absence d'assistance humanitaire, le recours aux stratégies d'adaptation de crise demeure possible. Ainsi, la zone sera donc en insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).